



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation des installations de la société LINDE France S.A., ZI Estarac à BOUSSENS (31360)

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2005 autorisant la société LINDE France S.A. à exploiter une installation de fabrication d'hydrogène à BOUSSENS ;

Vu la lettre préfectorale du 3 août 2017 modifiant le classement des installations exploitées par LINDE France S.A., au regard du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 ;

Vu le dossier, transmis le 24 avril 2024 par la société LINDE France S.A., portant à la connaissance du préfet, un projet de modification d'une augmentation de la quantité maximale de stockage d'hydrogène, le remplacement des réservoirs de stockage d'hydrogène et le doublement des postes de remplissage des trailers hydrogène ;

Vu le rapport et les propositions du 12 août 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la société LINDE France S.A. a déposé, auprès de l'inspection des installations classées, le 17 mai 2024, une demande d'examen au cas par cas pour le projet de modifications sus-visé sur la commune de BOUSSENS et qu'une décision de dispense d'étude d'impact a été délivrée le 27 juin 2024 ;

Considérant que les modifications, présentées par la société LINDE France S.A. dans le dossier de porter à connaissance, sus-visé, sont considérées comme non substantielles au regard des conditions d'aménagement et d'exploitation et que les travaux engagés n'augmentent pas les dangers au regard des critères définis dans l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau de classement des activités de l'installation exploitée par la société LINDE France S.A. pour tenir compte des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et du projet de modifications sus-cité ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société LINDE France S.A. le 10 août 2024 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 11 septembre 2024 dans laquelle il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1er : La société LINDE France S.A. (N° SIRET) : 39263124800268, dont le siège social est situé 70 avenue Tony Garnier - CS 70021, 69304 LYON Cedex 07, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire pour l'exploitation des installations situées chez BASF au 226, Estarac 31360 à BOUSSENS ;

Art. 2 : Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2005 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Situation projetée	Régime
3420-a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques a) gaz, tels qu'ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle	Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation de fabrication = 100 Kg	A
4715	Hydrogène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 t (A) 2. supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t (D)	Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation : 0,1 t Réservoirs tampon et de stockage et 4 trailers : - 2 réservoirs de stockage tampon (48 200 l à 22 bars) soit 0,09 t - 1 module de stockage (18 550 l à 325 bars) soit 0,41 t - 4 trailers d'hydrogène gazeux à 200 bars soit 2,4 t maximum Quantité maximale totale : 3 t	A
2910	Combustion	Puissance du four du réformeur vapeur de 5,5 MW	DC

	a. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW		
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Quantité maximale susceptible d'être présente = 61 Kg	NC

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 5 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles, ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de BOUSSENS et peut y être consultée par tout intéressé. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de BOUSSENS pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LINDE France S.A.

Fait à Toulouse, le 25 OCT. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB